

C'EST LA 20^e VICTIME DU TERRORISME À BOUZEGUÈNE

Emouvantes obsèques du policier assassiné à Tizi-Rached

A l'instar des autres régions du pays, Bouzeguène n'en finit pas d'enterrer ses enfants victimes de l'hydre terroriste. Hier, c'est au tour du jeune policier Yousofi Arab, 42 ans, père de 3 enfants, assassiné l'avant-veille à Tizi-Rached par l'important groupe armé qui avait investi la ville faisant exploser cinq bombes artisanales, d'être inhumé au cimetière du village Houra en présence d'une très nombreuse foule venue des quatre coins de la région lui rendre un ultime hommage.

A l'instar des autres régions du pays, Bouzeguène n'en finit pas d'enterrer ses enfants victimes de l'hydre terroriste. Hier c'était au tour du jeune policier Yousofi Arab, 42 ans, père de 3 enfants, assassiné dans la nuit à Tizi-Rached par un important groupe armé qui

avait investi la ville faisant exploser cinq bombes artisanales, d'être inhumé au cimetière du village Houra en présence d'une nombreuse foule venue des quatre coins de la région lui rendre un ultime hommage.

Ce policier avait été, rappelés-le, abattu

après qu'il eut courageusement tenté de rejoindre le commissariat pour prêter mainforte à ses collègues qu'il croyait assiégés par les terroristes alors qu'il se trouvait en sécurité dans le domicile familial.

Selon un policier et des informations recueillies, hier, sur place au village Houra, devant l'insistance de sa famille qui l'avait dissuadé de sortir flairant le danger, le policier avait répondu qu'il ne pouvait abandonner ses collègues et que c'était pour lui un impératif de devoir de s'enquérir de la situation au commissariat qu'il croyait avoir été la cible de la première explosion.

La malheureuse victime qui portait des traces de violences, indices de sa résistance aux terroristes, avait été abattu d'une balle dans la tempe avant de se voir délester de son pistolet automatique qu'il avait l'habitude de sortir au moindre danger, a souligné un policier. «Arab était courageux et portait son pays dans son cœur. Il symbolisait bien des valeurs...» dira, en effet, en larmes son collègue du commissariat de Tizi-Rached hier lors des obsèques auxquelles a assisté une délégation de la Sûreté de wilaya.

Selon une autre source, signe du destin, le défunt n'avait pas reçu un appel téléphonique destiné à l'avertir de la présence de nombreux terroristes sur son passage.

Vingtième victime des corps de sécurité originaires de Bouzeguène à tomber en service commandé dans l'exercice de son devoir, il rejoint ainsi dix-neuf autres jeunes ravés aux leurs pour la défense de la nation, par le terrorisme aveugle.

Le djoundi Boukella Djamel, un jeune du contingent tombé dans une embuscade avec six autres de ses camarades le 27 octobre 1993 à Khemis El Khechna, avait ouvert la liste macabre des victimes du terrorisme originaires de la région de Bouzeguène.

Sur les vingt victimes recensées au niveau de cette région qui paye un lourd tribut pour la démocratie, onze étaient des militaires dont un de la marine abattu à Dellys, quatre des policiers (trois du village Houra et un de hitoussène) et cinq des gardes communaux.

S. Hammoum

ÉROSION DU POUVOIR D'ACHAT

Le RCD demande un débat parlementaire

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), outre l'extrême lucidité politique dont il fait preuve, reste le parti qui se préoccupe le plus des questions sociales. Son groupe parlementaire, qui multiplie les initiatives, vient, en effet, de saisir le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour l'organisation d'un débat général sur la question du pouvoir d'achat.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Alors que la classe politique éprouve de moins en moins d'intérêt à se mettre en phase avec les préoccupations citoyennes, malheureusement hantée qu'elle est par la perspective de la révision constitutionnelle, le RCD s'arrache à cette hypnose et, par l'action, s'intéresse à la détresse des Algériens.

En atteste cette initiative du groupe parlementaire du parti. Une initiative autant louable que celle consistant en l'interpellation du ministre de la Communication sur le cas de la Télévision mise au service exclusif des «hérauts» qui réclament un troisième mandat pour le président Bouteflika.

Le débat parlementaire autour du pouvoir d'achat, réclamé par le groupe parlementaire du RCD, ne procède pas de la coquetterie politicienne, tant l'inflation qui s'opère à l'ombre d'une annonce d'une revalorisation salariale érode considérablement le pouvoir d'achat. «La situation sociale des Algériens (nes) ne cesse de se dégrader alors que notre pays dispose, par la grâce d'une conjoncture pétrolière favo-

nable, d'un matelas financier jamais eu auparavant. Les couches des travailleurs et des petits paysans ainsi que les centaines de milliers de citoyens sans emploi ou revenu digne sont touchés de plein fouet par ce marasme», note le groupe parlementaire du RCD dans sa lettre à Abdelaziz Ziari. La représentation parlementaire du parti de Saïd Sadi dresse, poursuivant, un noir tableau d'une situation sociale des plus inquiétantes. «La flambée inflationniste qui enfievre la mercuriale des prix s'est conjuguée à un trop long gel des salaires érodant dangereusement le pouvoir d'achat des centaines de milliers de ménages.

L'éventail des classes moyennes est réduit à néant livrant ainsi la majorité des citoyens à une paupérisation inquiétante.» Au passage, le groupe parlementaire du RCD n'a pas manqué d'asséner un lourd reproche, couplé à une dénonciation de ce que le gouvernement a usé de nombre de subterfuges pour retarder la revalorisation salariale. «Annoncée à la veille des législatives de 2007, à grands renforts médiatiques, la revalorisation des salaires est régulièrement différée par des subterfuges politiques, juridiques et administratifs sans cesse renouvelés. Après avoir permis au gouvernement, durant deux ans, de différer l'augmentation des salaires, l'absence de statut-type va, sans doute, faire perdurer encore longtemps la dernière grille des salaires pourtant censée être provisoire (...).» Le texte de saisine du bureau de l'APN consigne également la constatation,

judicieuse, faut-il le souligner, de ce que l'annonce de la nouvelle grille des salaires a induit une envolée des prix. «A défaut de faire la joie des ménages, l'effet d'annonce de cette mesure semble plutôt avoir réveillé une frénésie incontrôlable des prix.» Il en a découlé une situation des plus intenable pour les salariés et les ménages. Sur la base d'une simulation des dépenses mensuelles d'un ménage de cinq personnes, réalisée par le Snapap, le groupe parlementaire situe un SNMG raisonnable à hauteur de 35 000 DA, soit à près du triple de celui actuel fixé à 12 000 DA. Le RCD, par ailleurs, n'est pas convaincu par l'argument mis en avant par le gouvernement pour expliquer cette hausse des prix. Pour le parti, les aléas du marché international n'expliquent pas la situation.

Il veut pour preuve la non-augmentation de ces mêmes produits sur les marchés en Europe. Selon le parti, c'est l'érection de certains monopoles et leur maintien qui ont fait la dérégulation du marché. Le RCD pose aussi la question sur la pertinence de la politique du commerce extérieure poursuivie par l'Etat. «Il est permis de s'interroger sur la pertinence d'une politique de commerce extérieur rivée à la zone euro mais dont les auteurs ont choisi de subventionner le gouvernement US en libellant le seul produit massivement exporté en dollars et en plaçant auprès du Trésor américain 43 milliards de dollars à 3,5% alors que cette monnaie ne cesse de se déprécier.»

S. A. I.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

L'Algérie renforce son arsenal juridique

Le projet de loi relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie sera débattu prochainement par l'Assemblée populaire nationale. Ce nouveau texte, qui vient remplacer la loi de 1966, vise à lutter plus efficacement contre le phénomène de l'immigration clandestine.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)

- Les conditions d'accès et de séjour des étrangers en Algérie sont appelées à être totalement modifiées au vu des nouvelles dispositions de cette loi. «L'ordonnance du 21 juillet 1966 relative à la situation des étrangers en Algérie, en vigueur depuis plus de 41 ans, se révèle aujourd'hui totalement inadaptée à la conjoncture actuelle de notre pays et à l'évolution de la législation connue dans le monde dans ce domaine. Ce texte législatif ne répond plus, par ailleurs, aux exigences d'une gestion moderne et efficace de la population étrangère en

Algérie (...) La révision de cette ordonnance apparaît d'autant plus nécessaire que les flux migratoires ne cesseront de se développer en raison d'inégalités économiques flagrantes entre pays et du phénomène de la mondialisation des économies», lit-on dans l'exposé des motifs de cette loi. Dans le cas de l'Algérie, «la gestion des flux migratoire» doit plutôt être assimilée à «la lutte contre l'immigration clandestine» en provenance de l'Afrique subsaharienne. Dans le cadre de cette lutte, le législateur a prévu une série de dispositions pénales, dont la criminalisation du franchissement

illégal des frontières. Les personnes qui faciliteraient l'immigration clandestine seront passibles d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende pouvant atteindre les 100 000 DA. De fortes amendes (25 millions de centimes) sont également prévues contre toute compagnie aérienne ou maritime qui débarquerait en Algérie un étranger démuné de document de voyage ou de visa.

Du nouveau aussi pour les Algériens et les Algériennes qui contractent des mariages blancs avec des étrangers, un phénomène qui semble prendre de l'ampleur. «Le fait de contracter un mariage mixte aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir une carte de résident ou de faire acquérir la nationalité algérienne est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 000 à 500 000

DA», note-t-on dans l'article 47. Le même article précise que la peine peut être portée à 10 ans de prison ferme lorsque l'infraction est commise en bande organisée.

Par ailleurs, il est prévu la création «de centres d'accueil destinés à l'hébergement des ressortissants étrangers en situation irrégulière en attendant leur reconduite à la frontière ou leur transfert vers leur pays d'origine (art. 36).» Le texte actuel n'en dit pas plus sur cette disposition qui pourrait donner lieu à une polémique lors des débats parlementaires. En effet, l'Algérie a toujours refusé l'ouverture de ce type de centre pour éviter de «sous-traiter» la gestion de l'immigration clandestine pour le compte des pays membres de l'Union européenne.

T. H.

MOUSSA TOUATI À SIDI-BEL-ABBÈS

«La révision de la Constitution revient au peuple»

Devant un parterre important de militants et sympathisants, dans la journée d'hier, M. Moussa Touati, secrétaire général du FNA, a évoqué la révision de la Constitution, soulignant sa grande importance. Il a déclaré que le dernier mot revient au peuple par voix référendaire et non aux deux chambres du Parlement qui ne représentent que 19% de la population, comme annoncé le 2 mars dernier par la voix du porte-parole du président de la République, en l'occurrence le président de l'APN. La révision de la Constitution doit être faite en concertation avec le peuple lors d'un référendum. Abordant d'autres points au cours de sa conférence, M. Moussa Touati dira que le FNA est pour la gestion des communes, pour le changement et l'alternance au pouvoir, pour une meilleure prise en charge des préoccupations du peuple. Le FNA, par la voix de son porte-parole, réitère sa position qui est, je cite : «Aux côtés des pauvres et des opprimés et son attachement à la justice et à l'équité.» Ajoutant que le vrai pouvoir est celui du peuple. Abordant le problème de la fermeture des entreprises, M. Touati conteste le principe puisque l'Algérie devrait importer alors que des capacités de développement existent chez nous. Le FNA a souligné son rejet de voir des banques étrangères s'incruster dans le territoire et des étrangers venir investir dans notre pays.

A. M.